

Réunion publique AMUTC

1^{er} Mars 2011

Salle Pauline Kergomard

A 19h00, l'AMUTC rend compte de la situation sur les projets de transports collectifs, en particulier dans le cadre de la concertation sur le Grand Paris Express. Voir nos articles dans les rubriques « **Réseaux à venir** ».

A 20h00, information par les candidat·es à la fonction de Conseiller Général, pour le Canton Ouest (Bas Montreuil). Leurs programmes sont accessibles dans la rubrique « **Rencontres** ».

Tous les candidat·es ont bien voulu présenter leurs programmes concernant les transports, à Montreuil et en Seine St Denis. Une soixantaine de personnes ont participé au débat qui s'est déroulé dans une ambiance attentive et conviviale... jusqu'à 22 heures.

Les échelles de territoires ont été conjuguées, depuis le canton, la ville, l'agglomération, le département... jusqu'à la région. La question des financements a occupé une part importante des réflexions, avec le souhait de plus d'équité et le rejet du découpage en zone qui coupe Montreuil en deux, par exemple.

Tous s'accordent sur la nécessité d'un réseau de base constitué des prolongements du **T1** (selon la concertation publique de 2009), des métros **M11** (en une seule phase) et **M9** (dans la foulée de la M11).

Le tracé direct du **Grand Paris Express**, de Val de Fontenay à Bobigny la Folie en passant par les Ruffins et l'hôpital intercommunal, est soutenu par l'ensemble des candidats à l'exception de Manuel Martinez, qui appuie le tracé plus à l'Est proposé par le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis. Catherine Pilon considère pour sa part que la position prise par le Conseil Général ne pourra être modifiée quels que soient les résultats des élections.

Les prolongements des métros **M1** (acté par le STIF) et **M3** (à étudier) ont également été soutenus.

Un débat dans lequel se sont exprimées les différentes sensibilités politiques avec un réel souci des services mis à la disposition des habitant·es de tout le département et au delà.

A noter que, trois représentants de la CGT - RATP ont souligné les risques que fait peser, sur la cohérence et de qualité de service, la mise en concurrence par appel d'offres, au niveau européen pour toute nouvelle ligne.

Ont participé à la tribune, dans l'ordre de leur intervention tiré au sort :

Manuel Martinez (Parti Socialiste),

Dominique Attia (Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique),

Belaïde Bedreddine (Gauche ensemble),

Catherine Pilon (Europe Ecologie - Les Verts),

Marie-Claude Eraso (Parti ouvrier Indépendant),

Christophe Alliaume (Nouveau Parti Anticapitalisme),

Florian Dufait (Front National),

Jean Etevenaux (mandaté par le Nouveau Centre).